

UNION NATIONALE DES
SYNDICATS AUTONOMES



FASMI

FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Affiliée à l'UNSA

25 rue des Tanneries - 75 013 PARIS

Tél : 01 43 40 64 27 - Fax : 01 71 18 22 90

Email : unsa@fasmi.fr

Le 15 octobre 2015



Grogne des policiers : "on ne travaille pas dans le même sens avec la justice"

Europe 1

Guillaume Biet avec Cécile Bouanchaud Publié à 18h59, le 14 octobre 2015, Modifié à 18h59, le 14 octobre 2015

© AFP



Par Guillaume Biet avec Cécile Bouanchaud

Réclamant "protection" et "reconnaissance", plusieurs milliers de policiers ont manifesté dans toute la France mercredi.

Manuel Valls dit avoir [entendu la colère des policiers](#), qui, pour la première fois depuis plus de trente ans, [sont descendus dans la rue mercredi](#). Réclamant "protection" et "reconnaissance", ils étaient plusieurs milliers à manifester dans toute la France. Et notamment [devant le ministère de la Justice à Paris](#), comme Thomas, dont le cahier de doléances étaient bien rempli.

"On n'a plus de moyen". "On n'a plus d'effectifs, on n'a plus de moyens. Par exemple, on a des collègues d'investigation qui ont ramené leurs propres imprimantes personnelles au travail ; ou alors on ramène des ramettes de papier. Dans le même temps, on a affaire à des individus de plus en plus dangereux, de plus en plus virulents, qui se sentent soutenus par des décisions de justice qui leur sont plutôt favorables", déplore Thomas au micro d'Europe 1.

.../...

"On ne travaille pas dans le même sens avec la justice". [Les policiers mobilisés](#) dénonçaient notamment "une absence de réponses pénales" face aux délinquants qu'ils interpellent. "On a le sentiment, parfois, que l'on ne travaille pas dans le même sens avec la justice. C'est-à-dire que des individus interpellés, multirécidivistes, sont libérés, avec des rappels à la loi. Et la moindre virgule qui manque se transforme en vice de procédure. Parfois, on se demande si on bosse dans le même sens", insiste-t-il. Des propos faisant notamment référence à la grave agression d'un policier en Seine-Saint-Denis, par un [prisonnier au lourd passé judiciaire](#), en cavale à la suite d'une permission de sortie.

Les réponses de Manuel Valls. En réponse à la grogne des policiers, Manuel Valls a annoncé [plusieurs mesures](#), lors d'une conférence de presse entouré de la Garde des Sceaux, Christiane Taubira et du ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve. Le Premier ministre a notamment annoncé son souhait d'"éviter" les permissions de sorties de détenus sans "nécessité avérée". Il a aussi proposé une série de mesure visant à ["alléger" la "gestion de la garde à vue"](#).

"Un arbitrage nécessaire entre les ministères de la Justice et de l'Intérieur"

Philippe Capon, secrétaire général du syndicat Unsa-Police, estime que le Premier ministre a, en partie, répondu aux revendications des policiers. "Il a fallu une manifestation pour que l'on puisse être entendu. Cette manifestation a été un double succès. D'abord concernant le nombre de participants : des milliers de policiers se sont mobilisés partout en France. Et surtout en termes d'annonces faites rapidement par le Premier ministre, qui a revêtu son costume d'arbitre aujourd'hui", estime le syndicaliste au micro d'Europe 1.

Selon lui, il fallait mettre à plat les relations entre le corps policier et le corps judiciaire. "Pour nous, c'est un arbitrage qu'il fallait faire entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur, où la coordination n'arrivait pas à se faire. Cette manifestation a enfin permis de voir le bout du tunnel et de pouvoir avancer sur des dossiers sur lesquels les difficultés étaient très importantes", estime-t-il.

le bureau national